



# FSU.93 infos

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire  
de Seine Saint Denis

## Services Publics

## Grève jeudi 15 mai

manifestation unitaire  
à l'appel des 7 fédérations de Fonctionnaires  
CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC  
14h Place d'Italie  
Rdv FSU Bld de l'Hopital

**A** un moment où la politique gouvernementale apparaît clairement comme accélérant la mise en cause des solidarités construites depuis de longues années dans notre société, qu'il s'agisse d'éducation, de services publics et de fonction publique, de retraites ou de santé, la FSU appelle les personnels à s'engager massivement dans les actions du mois de mai.

Elle appelle à soutenir la mobilisation des lycéens :

- par la présence dans les manifestations
- par l'action contre la répression policière ou judiciaire vis à vis des lycéens
- par l'appel aux enseignants à veiller à ce que les lycéens ne soient pas pénalisés par le mouvement pour leurs études

Le 15 mai à l'appel des fédérations de fonctionnaires et des fédérations de l'Education nationale, il s'agit de faire grève et manifester à la fois pour la défense des services publics et du statut des fonctionnaires, contre les suppressions d'emploi et la RGPP et pour une autre politique éducative et budgétaire.

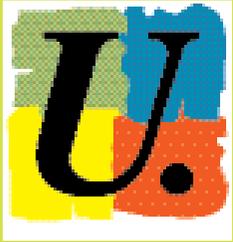
Le 18 mai avec la manifestation nationale à Paris, les personnels de l'éducation et de la recherche porteront leurs revendications pour un système éducatif qui assure la réussite de tous les jeunes et pour une transformation et une revalorisation de leurs métiers.

La question des suites aux actions fonction publique et éducation est d'ores et déjà posée. La FSU rencontrera ses partenaires et organisera le débat auprès des collègues. Dans l'éducation, elle est déjà partie prenante de la journée du 24 mai.

Elle appelle à se saisir de l'Appel " Le Service Public est notre Richesse " comme outil de mobilisation et de débat avec l'ensemble de la population.

## Education

Manifestation nationale  
dimanche 18 mai  
Place de l'Opéra  
14h



Pour une politique éducative  
de service public  
assurant la réussite de tous



A l'appel de la FSU

# Manifestation

# nationale

Tous à Paris  
dimanche 18 mai - 14h  
Place de l'Opéra



# LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE MOBILISONS-NOUS !

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeables et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « *La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire.* »

**Nous ne l'acceptons pas !**

Aux côtés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.
- Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.
- Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.
- Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.